

**PORTANT MODIFICATION DE LA
RÉGLEMENTATION DU STATIONNEMENT PAYANT**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, L.325-1 à 3, R.411-25 et R. 417-12 ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal n°AP-2024-0032 en date du 04 avril 2024 réglementant le stationnement payant sur la commune ;

Vu la délibération n°34 en date du 24 juin 2024 dénommant le parking paysagé de la ZAC Favre comme « parking du Laiü » ;

Considérant l'aménagement d'un parking payant dénommé parking du Laiü, situé dans la ZAC Favre ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de modifier la liste des voies incluses dans la zone verte ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – La liste des voies incluses dans la zone verte du stationnement payant définie à l'article 2 de l'arrêté municipal n°AP-2024-0032 en date du 04 avril 2024 est complétée comme suit :

- parking du Laiü.

ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire et de la pose des horodateurs.

ARTICLE 3 – Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément à la réglementation en vigueur. Tout véhicule en stationnement gênant ou abusif pourra être enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 4 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 04/07/2024

Fait à Pau, le 04 juillet 2024